

Lundi après-midi, 12 juin 2017

Direction des finances**49 2017.RRGR.165 Motion 049-2017 PBD (Riem, Iffwil)
Faire du plan d'investissement un instrument de gestion valable**

N° de l'intervention:	049-2017
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.03.2017
Déposée par:	PBD (Riem, Iffwil) (porte-parole) PBD (Etter, Treiten)
Cosignataires:	11
Urgence accordée: Oui	23.03.2017
N° d'ACE: 487/2017	du 17 mai 2017
Direction:	Direction des finances

Faire du plan d'investissement un instrument de gestion valable

Le Conseil-exécutif est chargé de:

1. présenter à l'avenir les plans d'investissement au Grand Conseil avec les aperçus d'ensemble interdirectionnels par année du plan, afin que les investissements annuels prévus soient mieux visibles;
2. mieux adapter à l'avenir les montants des investissements prévus dans les années de plan (gros investissements et autres investissements nécessaires en cours) aux sommes nettes d'investissement prévues par an dans le cadre d'une priorisation;
3. présenter en plus les répercussions des nouveaux projets qui ne figuraient pas jusque-là dans le plan d'investissement sur les futurs comptes de fonctionnement pour ce qui est des amortissements, de l'entretien, etc.;
4. présenter les investissements (déjà prévus) qui doivent être reportés par rapport au dernier plan d'investissement;
5. établir les rapports lors de la session de novembre.

Développement:

Le groupe PBD constate que les plans concernant de gros investissements dans les domaines des routes, des ouvrages de génie civil, des transports publics etc. s'accumulent dans toutes les Directions. Dans ce contexte, une coordination de l'ensemble des projets d'investissement du canton est indispensable. Avec les informations dont il dispose actuellement, le Grand Conseil n'est pas en mesure d'évaluer les projets dans leur ensemble du point de vue du financement / de la viabilité financière, de la désirabilité / de l'urgence, du déroulement et de la priorité.

Sous sa forme actuelle, le plan d'investissement dresse la liste de tous les projets comprenant la répartition prévue des tranches d'investissement sur les années de plan. Il ne permet pas de savoir clairement s'il sera possible de financer les tranches d'investissement et les projets prévus pour les années de plan. Il manque le lien avec les sommes nettes d'investissement prévues par an et les effets sur les comptes annuels. Le groupe PBD accorde une grande importance à une telle planification et à une telle coordination.

D'importants investissements étant attendus, il convient de définir à l'avance s'ils pourront être financés et quels sont les projets d'investissement qui devront être reportés ou prolongés. Il est peu judicieux d'entreprendre des planifications et des avant-projets alors que leur réalisation peut s'avérer impossible à moyen terme faute de financement ou d'urgence, voire inenvisageable dans un laps de temps prévisible. D'un autre côté, une bonne coordination permettrait au gouvernement

et au Grand Conseil de disposer d'informations claires et d'une marge de manœuvre dans l'approbation de projets financièrement viables et urgents.

Le groupe PBD est convaincu qu'une coordination d'ensemble mise à jour périodiquement permettrait aux Directions, au gouvernement et au parlement de disposer d'un instrument de planification judicieux.

Motivation de l'urgence: au vu des planifications et des avant-projets en cours ainsi que des mesures d'économies à venir, la motion doit être traitée d'urgence.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif part du principe que le «plan d'investissement» mentionné dans la présente intervention parlementaire désigne le plan d'investissement intégré du canton. Il s'agit d'un instrument de pilotage élaboré après l'adoption par le Grand Conseil en 2011 d'une motion de la Commission des finances, et qui a été publié pour la première fois dans le cadre du budget 2013 et plan intégré mission-financement (PIMF) 2014 à 2016¹.

Le plan d'investissement intégré du canton fournit un aperçu des projets d'investissement les plus importants des Directions, de la Chancellerie d'Etat, des autorités judiciaires et du Ministère public pour les dix prochaines années (exercice budgétaire et 9 années suivantes). Mis à jour chaque année dans le cadre du processus de planification, il contient un grand nombre d'informations détaillées sur les différents projets d'investissement (période de réalisation, estimation du coût global net, moyens déjà sollicités, etc.). Le plan d'investissement intégré pour les années 2017 à 2026 présente ainsi ces informations détaillées sur 326 projets d'investissement au total. Pour chacun de ces projets, il indique en outre la différence entre les chiffres de l'ancienne et de la nouvelle planification. Le plan d'investissement intégré est soumis au Grand Conseil sous forme agrégée, en annexe du budget et du plan intégré mission-financement (résultats au niveau des DIR/CHA/JUS), pour les débats budgétaires de la session de novembre. Les informations détaillées sur les différents projets d'investissement sont publiées sur le site Web de la Direction des finances, dans la rubrique Plateforme électronique.²

Le Conseil-exécutif estime que, dans sa forme actuelle, le plan d'investissement intégré est un instrument qui a fait ses preuves. Il considère en outre que cet instrument répond déjà à certaines exigences de la présente motion (notamment aux chiffres 4 et 5).

Le Conseil-exécutif n'exclut cependant pas d'étudier la possibilité de développer le plan d'investissement intégré. Il invite donc le Grand Conseil à adopter la présente motion sous forme de postulat. Il estime cependant que pour répondre aux besoins du Grand Conseil, le développement du plan d'investissement intégré devrait s'effectuer en étroite coopération entre le Conseil-exécutif et la Commission des finances. Il faut à cet égard tenir compte du fait que le plan d'investissement intégré constitue dans sa forme actuelle un instrument de pilotage à la fois adapté à la pratique et très économique. Il est donc clair, pour le Conseil-exécutif, que le développement de cet instrument ne doit pas se faire aux dépens de sa praticabilité ni (compte tenu du programme d'allégement budgétaire en cours d'élaboration) entraîner des besoins de personnel et de financement supplémentaires.

Enfin, le Conseil-exécutif souligne que, déjà à l'heure actuelle, il n'engage des planifications et des avant-projets que si le projet d'investissement est ensuite réalisable et qu'il est possible de le financer. Grâce au plan d'investissement intégré du canton, il est d'ores et déjà possible de prévoir à l'avance les pics d'investissement et d'adopter des contre-mesures adéquates (sans variation de l'investissement net).

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 49. Es ist eine Motion der BDP. Die Regierung ist bereit, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte, und der Motionär hat das Wort.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Unsere Fraktion hat in letzter Zeit mehrmals Rückweisungsanträge gestellt bzw. die Ablehnung von Kreditgeschäften beantragt, wenn auch nicht sehr erfolgreich.

¹ Voir la motion 205-2010, Commission des finances (Siegenthaler, PBD, Rüti b. Büren) «Plan d'investissement intégré»

² Voir <http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/finanzen/finanzen/elektronische-plattform/informationen/investitionsplanungen.html>
CONVERT_2346efa841c64ce6ac8f013124c7e44b 04.07.2017

Grundsätzlich sind Investitionen des Kantons aus volkswirtschaftlicher Sicht erwünscht und ein wichtiges Mittel zur Entwicklung des Kantons. Aber wir haben enorme Summen für Investitionen bewilligt oder werden dies noch tun. Zur Erinnerung: Es gab mehrere Kredite für den Bahnhof Bern sowie einen Kredit für das Tram Region Bern, welches allerdings abgelehnt wurde. Hinzu kommen die Verkehrssanierungen in Aarwangen und im Emmental, der Campus Biel und der Campus Bern, das TecLab, Nachnutzungen, das Polizeizentrum Niederwangen, die Uni und das Inselspital, Gefängnisse, das Strassenverkehrsamt etc. Dies ist nur eine kleine Auswahl an Projekten, die 100 oder mehr Millionen Franken kosten. Ich weiss nicht, wie es Ihnen geht, aber ich habe zuweilen ein mulmiges Gefühl. Ich möchte nicht mitverantwortlich sein, wenn in ein paar Jahren festgestellt wird, dass wir uns übernommen haben. Ich möchte auch nicht schuld sein, wenn die jährlichen Nettoinvestitionen zulasten der Rechnung stark erhöht werden müssen und Folgekosten die Jahresrechnung belasten, oder wenn geplante Projekte verschoben werden müssen.

Befinden wir uns auf einem finanzpolitischen Blindflug? Manchmal habe ich dieses Gefühl, vor allem dann, wenn ich von der Regierung oder vom Grossen Rat widersprüchliche Signale wahrnehme, oder wenn ich beobachte, dass nicht alle Seiten gleich überlegen, planen und sprechen. Ich mache mir Sorgen, wenn man aus Rücksichtnahme allen Projekten zustimmt. Wir wollen mit dieser Motion erreichen, dass die Regierung und der Grosse Rat bei Investitionsentscheiden einen besseren Überblick über die Höhe und die Auswirkungen der notwendigen Nettoinvestitionen erhalten. Der Aufgaben-/Finanzplan führt die Investitionen der drei folgenden Jahre auf. Dieser ist relativ aussagekräftig. Die gesamtkantonale Investitionsplanung wiederum, in der die Investitionen für vier bis zehn Jahre aufgelistet sind, ist zwar sehr nützlich, aber zu vage. Der Tramkredit Bern–Ostermundigen zum Beispiel wurde nicht einmal zur Hälfte abgebildet. Auch das Polizeizentrum war erstens nicht vollständig und zweitens unter zwei Direktionen aufgeführt. Für genau diesen Zeithorizont von vier bis zehn Jahren bewilligen wir nun zahlreiche Grossprojekte. Aufgrund verschiedener Rückweisungsanträge, vielleicht auch aufgrund dieser Motion, hat sich immerhin etwas bewegt. Sowohl die FiKo wie auch die Baudirektorin haben sich zur gesamtkantonalen Investitionsplanung geäussert. Ein paar Dinge sind klarer geworden, andere nicht. Ich habe gelernt, dass ein gewisser Planungsüberhang in der Investitionsrechnung nötig ist. Projektverzögerungen oder sistierte Projekte können dann sofort durch andere Projekte ersetzt werden. So entsprechen die jährlichen Nettoinvestitionen möglichst weitgehend dem Budget. Etwas anderes wurde jedoch auch klar: Das Bremsen der BDP-Fraktion bei Grossprojekten ist durchaus berechtigt. Falls sich alle bewilligten Projekte tatsächlich in der planmässigen Ausführungsphase befinden werden, werden die bisherigen jährlichen Summen für die Nettoinvestitionen in den Jahren nach 2020 bei weitem nicht ausreichen. Die Planungsüberhänge sind nämlich sehr hoch.

Diese Motion verlangt mittels fünf Forderungen eine bessere Übersicht über die finanziellen Folgen von Grossprojekten. Weiter soll der gesamtkantonale Investitionsplan ein praxistauglicheres Führungsinstrument werden. Ich bin darüber erfreut, dass der Regierungsrat sich diesem Anliegen nicht verschliesst und den Vorstoss wenigstens als Postulat entgegennehmen will. Dem Anschein nach teilt er unsere Anliegen, eine grösstmögliche Übersicht über die Investitionen zu erhalten. Die fünf Punkte möchte ich jedoch weiterhin als verbindlich in der Form einer Motion überweisen lassen. Aus meiner Sicht kann man diese problemlos einfordern. Nun bin ich gespannt auf die Diskussion und auf Ihre Erfahrungen mit diesen grossen Zahlen. Mich interessiert, ob Sie genügend dokumentiert sind, um all diese grossen Investitionen nicht nur mit Überzeugung und Engagement, sondern auch fachlich abgestützt zu vertreten.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Nun wollen sich offenbar auch noch andere zu Wort melden. Ich bin froh, dass ich nicht allein bin. Bei diesem Vorstoss wird die EVP dem Regierungsrat folgen. Sie möchte ihn gerne als Postulat annehmen. Wir haben den Eindruck, dass schon jetzt sehr viele Instrumente zur Steuerung der Investitionen vorhanden sind, und dass diese Instrumente auch funktionieren. Ein grosser Teil dieser Instrumente wurde sogar erst in den letzten Jahren eingeführt. Man hat somit diese Steuerungsinstrumente verbessert. Die FiKo und die BaK haben kürzlich ein Treffen mit der Baudirektorin durchgeführt. Sie hat uns die verschiedenen Instrumente aufgezeigt und uns dargelegt, wie diese eingesetzt werden. Die Baudirektorin hat sich auch offen dafür gezeigt, diese Instrumente zu optimieren, wenn es sein muss, das heisst, wenn es sich zeigen würde, dass etwas nicht gut läuft. Eines ist jedoch sicher: Wir befinden uns nicht auf einem finanzpoliti-

schen Blindflug. Aus unserer Sicht hatte die BVE ihre Investitionen in den letzten Jahren im Griff. Es gab keine unkontrollierten Mehrausgaben, im Gegenteil: Die Investitionen gingen eher zurück. Wir geben zu, dass Grossprojekte nicht immer einfach zu budgetieren sind. Es gibt Unwägbarkeiten. Dazu gehört etwa, dass ein Tramprojekt auf einmal in einer Abstimmung abgelehnt wird. Das kann passieren, daran kann auch eine anders geartete Investitionsplanung kaum etwas ändern. Grossprojekte lassen sich auch nicht auf einzelne Jahre hinunterrechnen. Es gibt zwangsläufig einen Peak bei solchen Projekten, und es kann sein, dass die Investitionskosten dadurch während eines Jahres viel höher sind und danach wieder sinken. Wir möchten diesen Vorstoss nun als Postulat annehmen, damit man diese Instrumente allenfalls noch weiter optimieren kann.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Les investissements sont les poumons d'une économie saine. En effet, à tous les niveaux – privés, communaux, cantonaux ou fédéraux, une gestion pertinente des investissements est un signe de prospérité. Il est de ce fait très important que le gouvernement et le Grand Conseil se dotent des meilleurs moyens pour la gestion de ces dits investissements. Le groupe socialiste est conscient que cela est très complexe, avec tous les paramètres à prendre en compte, la planification et la coordination des investissements dans toutes les directions. Mais il est aussi très important que tous les acteurs soient parties prenantes, notamment la commission des finances. Afin de présenter et adapter au mieux les investissements du canton, le groupe socialiste va soutenir la motion, que ce soit sous forme de postulat ou de motion.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Wir haben hier einen Vorstoss, der fast gleich ist wie ein Vorstoss, den die FiKo im Jahr 2011 hier eingereicht hat, und welcher überwiesen wurde. Im Jahr 2013 gelangte im Zusammenhang mit dem Aufgaben-/Finanzplan 2014–2017 zum ersten Mal eine gesamtstaatlichen Investitionsplanung mit Voranschlag zur FiKo. Dabei haben wir zum ersten Mal gesehen, wie diese Mittel eingesetzt werden sollen. Wir haben auch festgestellt, dass ein Überhang von 30 Prozent besteht. Wir haben dies so akzeptiert, weil wir bei den Abschlüssen gesehen haben, dass man nicht mehr als 440–460 Mio. Franken investiert hat. Der Vorstoss verlangt genau das, was jetzt praktiziert wird und was uns die Regierung zur Verfügung stellt. Die FiKo erhält die Unterlagen in Papierform. Es ist ein dickes Dossier; der Mitmotionär, Jakob Etter, kennt es. So schlecht ist es nicht, was wir erhalten. Die FiKo kann natürlich nachschauen, ob alles drin steht, was sie wissen will. Sie kann bei der Regierung nachfragen, wenn etwas fehlt, und die Fragen werden beantwortet. Ich bin auch überzeugt, dass die FIN alle Änderungen baldmöglichst vornimmt. Somit ist dieser Vorstoss aus meiner Sicht bereits erfüllt und könnte abgeschrieben werden. Es wird nichts Neues gefordert, sondern es steht nur drin, was schon praktiziert wird. Wenn es Justierungen brauchen sollte, wäre die FiKo stark genug, diese von der Regierung einzufordern. Ich denke, dass man dies im Dialog mit der Regierung immer hinbekommen hat. Die SVP-Fraktion wird eine Motion grossmehrheitlich unterstützen. Sie würde auch ein Postulat unterstützen. Ich beantrage, sowohl die Motion wie auch das Postulat abzuschreiben.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Uns geht es ähnlich wie meinem Vorredner: Wir finden die gesamt-kantonale Investitionsplanung richtig. Es gibt sie bekanntlich noch nicht so lange. Sie ermöglicht viel mehr Transparenz und schafft die Möglichkeit, frühzeitig zu steuern. Die Verbesserungsvorschläge, welche die BDP einbringt, gehen teilweise sicher in die richtige Richtung, man kann sie auch noch prüfen. Einige wurden unseres Erachtens schon umgesetzt. Wir sehen keinen grossen Handlungsbedarf. In der Begründung steht, man sei mittels des heutigen Informationsstands kaum in der Lage, Projekte in ihrer Gesamtheit zu beurteilen. Diese Einschätzung teilen wir nicht. Wir denken, dass wir in diesem Bereich schon deutlich weiter sind als in der Vergangenheit. Nichtsdestotrotz spricht nichts dagegen, Verbesserungsmöglichkeiten anzuschauen. Insbesondere bei den Punkten 1 bis 3 gibt es vielleicht noch Potenzial. Ob der Vorstoss als Postulat oder als Motion überwiesen wird, ändert die Ausgangslage nicht fundamental. Von dem her gesehen unterstützen wir den Vorstoss sowohl als Postulat wie auch als Motion. Uns sind zwei Dinge wichtig: Erstens möchten wir der Regierung recht geben, dass das Ganze praxistauglich bleiben muss, weshalb ein gewisser Pragmatismus erhalten bleiben soll. Man kann nicht erwarten, dass daraus ein zweiter Voranschlag oder ein zweites Investitionsbudget wird. Es muss eine langfristige Investitionsplanung bleiben, die auch eine gewisse Unsicherheit behält. Wenn wir diesen Vorstoss nun unterstützen, ist dies kein Misstrauensvotum gegen die heutige Investitionspolitik der Regierung oder des Kantons Bern. Wir sind der Überzeugung, dass wir teilweise einen grossen Investitionsrückstand haben und Investitionen tätigen müssen. Selbstverständlich muss dies in wirtschaftlicher Weise geschehen, und das

Parlament muss frühzeitig einbezogen werden. Genau dafür gibt es dieses Instrument, welches man vielleicht noch optimieren kann. Aber wir machen nicht mit, wenn es darum geht, generell die Investitionspolitik des Kantons in Frage zu stellen oder sie sogar mit dem laufenden Budget oder der laufenden Rechnung zu vermischen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich kann mich meinen Vorrednern und Vorrednerinnen weitgehend anschliessen. Die grüne Fraktion hat Verständnis für das Anliegen. Wir teilen es auch. Die Investitionsplanung ist ein wichtiges Instrument. Wie ich heute schon gesagt habe, ist es zentral, dass wir in den Kanton Bern investieren. Es ist wichtig, zu prüfen, wo Bedarf besteht, und wo die stets knappen Mittel effizient eingesetzt werden sollen. Das ist für uns ein grosses Anliegen. Wenn der Vorstoss diesem Ziel dienen soll, haben wir dafür Verständnis. Wir sind jedoch der Meinung, dass wir mit der gesamtkantonalen Investitionsplanung ein sehr gutes und transparentes System haben, auch wenn diese nicht allen in gedruckter Form vorliegt. Das ist vielleicht ein Punkt, den man anpassen könnte. Im Moment befindet sie sich ja auf einer elektronischen Plattform, da tun sich die einen oder anderen vielleicht etwas schwer damit. Das Dossier ist vielleicht auch nicht ganz einfach zu lesen. Aber rein materiell gesehen hat man alle Informationen. Deshalb ist der Vorwurf, man wäre hier im Blindflug unterwegs, nicht zutreffend. Jedenfalls hat die grüne Fraktion diesen Eindruck nicht. Wir wissen, wo Bedarf besteht, und sehen auch, wo die Regierung Investitionsbedarf anmeldet und einplant. Es ist uns auch klar, dass der Grosse Rat den Rahmen vorgibt, in dem man sich bewegen muss. Von dem her gesehen haben wir Sympathien für diesen Vorstoss, aber wir sehen den zusätzlichen Nutzen einer Motion nicht, weil die Regierung ja darlegt, dass sie bereit ist, Optimierungen vorzunehmen. Deshalb sind wir mehrheitlich für ein Postulat. Es gibt jedoch auch einzelne, die eine Motion unterstützen würden.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Diese Motion greift etwas auf, mit dem sich FiKo und BaK bereits befassen. Darum hat es auch diese Infoveranstaltung gegeben, zu der Frau Baudirektorin Egger eingeladen hat, um den jeweiligen Ausschussmitgliedern aufzuzeigen, wo die Finanzierungen der Grossprojekte festgehalten sind und bis zu welchem Jahr die Finanzierung sichergestellt ist. Die FiKo hat sich schon lange bei der BVE gemeldet und gefordert, dass man uns aufzeigen soll, ob zum Beispiel ein 100-Millionen-Projekt, welches wir bewilligen, in diesem Rahmen Platz hat, oder welches schon bewilligte Projekt allenfalls zurückgestellt werden muss. Für die FiKo ist es wichtig, hier den Überblick zu haben. Uns hat es immer etwas gestört, dass die FIN in den Mitberichten zu diesen Grossprojekten sehr oft den Mahnfinger erhoben hat, obwohl sich die FIN und die BVE eigentlich vorgängig hätten absprechen sollen. Man könnte den vorliegenden Vorstoss als Postulat überweisen, weil ja schon an dieser Sache gearbeitet wird. Das Stimmenverhältnis in der FDP beträgt in dieser Sache 50 zu 50.

La présidente. Als Mitmotionär spricht Jakob Etter.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Was haben wir in dieser Hinsicht heute für Führungsinstrumente? Wir haben den Voranschlag, den Aufgaben-/Finanzplan und eine Investitionsplanung. Doch uns fehlt der Zusammenhang zwischen diesen Führungsinstrumenten. Die laufenden Anpassungen bei Änderungen und Verschiebungen fehlen. Vor allem vermissen wir auch eine Priorisierung nach gesamtwirtschaftlich interessanten Investitionen. Das wollen wir mit dieser Motion erreichen. Änderungen müssen immer möglich sein. Das will diese Motion auch nicht verhindern. Aber wenn es Änderungen gibt, wollen wir wissen, welche Auswirkungen sie auf die Gesamtinvestitionen und auf die laufende Rechnung haben. Die Abschreibungen stellen das Bindeglied zwischen der Investitionsrechnung und der laufenden Rechnung dar. Wir müssen wissen, welche Auswirkungen die Verschiebungen von Investitionen auf die laufende Rechnung oder auf den Aufgaben-/Finanzplan haben. Diese Übersicht fehlt im Moment. Mit der vorliegenden Motion wollen wir versuchen, diese sicherzustellen.

Es gab in den letzten Jahren auch Änderungen in der Organisation. Vorher hat die FiKo diese Investitionen, insbesondere jene der Baudirektion, die ja die meisten Investitionen tätigt, behandelt und verabschiedet. Heute tut dies die BaK. Wir haben in der FiKo auch festgestellt, dass eine gewisse Koordination noch fehlt und hier Verbesserungspotenzial besteht. Wenn man ein solches Führungsinstrument hat, um die Investitionen langfristig zu planen und zu priorisieren, und die Auswirkungen auf die laufende Rechnung bekannt wären, würde dies die Entscheidungen vereinfachen.

Zum Antrag auf Abschreibung: Wir haben keine Priorisierung, ich wüsste nicht, wo sich diese befände. Die Aktualisierung geschieht sehr langsam und ist schwerfällig. Wir stellen uns das etwas anders vor. Vor allem hätten wir gerne mehr Informationen zu den Auswirkungen grosser Investitionen auf die laufende Rechnung. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen, ohne sie abzuschreiben.

La présidente. Ich sehe keine weiteren Fraktionssprecher und keine Einzelsprecher. Wir führen eine freie Debatte. Frau Regierungsrätin Simon hat das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Der vorliegende Vorstoss hat einen etwas irreführenden Titel: «Aus dem Investitionsplan ein taugliches Führungsinstrument machen.» Wenn man zwischen den Zeilen liest, könnte man meinen, wir hätten noch kein taugliches Führungsinstrument. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich denke, Sie gehen mit dem Regierungsrat darin einig, dass dies nicht der Fall ist. Das Führungsinstrument ist in der heutigen Konzeption sehr dienlich. Grossrat Iseli hat es gesagt: Vor sechs Jahren wurde eine Motion der FiKo überwiesen, die dazu führte, dass eine gesamtkantonale Investitionsplanung erarbeitet und im Voranschlag 2013 sowie im Aufgaben-/Finanzplan 2014–2016 zum ersten Mal publiziert wurde. Wahrscheinlich möchte niemand mehr dieses Instrument missen. Das bedeutet natürlich nicht, dass man es nicht weiterentwickeln kann, ganz im Gegenteil. Das sieht auch der Regierungsrat so. Allerdings haben wir gewisse Vorbehalte. Das kantonale Investitionsplanungs-Instrument wird in der heutigen Form sehr geschätzt und ist praxistauglich. Für mich als Finanzdirektorin ist nicht ganz unwichtig, dass es auch ein kostengünstiges Führungsinstrument ist. Aufgrund dieser Ausgangslage muss uns eine Weiterentwicklung dieses bewährten Instruments tatsächlich einen Mehrwert bringen. Ich denke, dass wir auch hier keine Differenz haben. Das Instrument soll weiterhin miliztauglich und verständlich bleiben. Deshalb schlägt Ihnen der Regierungsrat vor, das Instrument genauer anzuschauen. Es ist uns aber nicht bei jedem Punkt dieser Motion klar, was eigentlich gewünscht wird. Um diese Differenzen zu bereinigen, wären wir bereit, uns mit der Finanzkommission zusammenzusetzen und darüber zu diskutieren, wie wir dieses Instrument so weiterentwickeln können, dass es am Schluss immer noch dem Grossen Rat dient und ohne riesige Bürokratie auskommt. Deshalb beantragen wir Ihnen, diese Motion in ein Postulat umzuwandeln. Das Problem ist erkannt. Wir sind auch bereit, etwas zu tun, aber eine Motion ist sicher der falsche Weg, denn man sollte das Ganze etwas offener lassen. Wir sind auch bereit, mit der FiKo über dieses Thema zu diskutieren, wenn Sie diesen Vorstoss überweisen.

La présidente. Ich gebe nochmals dem Motionär das Wort.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Herzlichen Dank für die Diskussion sowie für die Stellungnahme der Finanzdirektorin. Der gesamtkantonale Investitionsplan sei ein einfaches und effizientes Mittel. Es weist jedoch Mängel auf, die meiner Meinung nach behoben werden müssen. Kredite für grosse Projekte, die wir in letzter Zeit behandelt haben, waren nicht vorgesehen, bzw. es war keine Priorisierung ersichtlich. Unbestritten ist, dass wir ab 2020 einen grossen Investitions-Peak haben werden. Man sollte dies auch klar herauslesen können. Wir müssen wissen, worauf wir uns einlassen. Diese Motion könnte eigentlich so umgesetzt werden, aber ich wandle sie in ein Postulat. Ich habe den Willen herausgespürt, Verbesserungen vorzunehmen, und ich erwarte auch nicht, dass dazu eine riesige bürokratische Übung notwendig sein wird. Die Abschreibung fände ich hingegen nicht gerechtfertigt. Meines Erachtens wäre sie auch nicht im Sinne der Mehrheit, die hier gesprochen hat.

La présidente. Wir haben es gehört: Der Motionär hat den Vorstoss in ein Postulat gewandelt. Gleichzeitig haben wir den Antrag Iseli auf Abschreibung des Vorstosses. Somit stimmen wir zuerst über das Postulat ab und anschliessend über dessen Abschreibung. Wer den Vorstoss als Postulat annimmt, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 138

Non	0
Abstentions	0

La présidente. Sie haben das Postulat einstimmig angenommen. Wir kommen zur zweiten Abstimmung. Wer das Postulat abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (proposition Iseli, Zwieselberg (UDC); classement)

Décision du Grand Conseil:

Rejet du classement

Oui	49
Non	87
Abstentions	2

La présidente. Sie haben die Abschreibung abgelehnt. Das Postulat wird somit nicht abgeschrieben.